

Concilier la croissance démographique, les moyens d'existence et la conservation de la biodiversité du Parc National de Virunga, une priorité pour CEPED



CEPED participe à la mise en œuvre du programme « Alliance des Moyens d'Existence Verts » dans les paysages Virunga et Kahuzi-Biega grâce à l'appui du Consortium du comité néerlandais de l'Union Mondiale pour la Conservation de la Nature avec la Fédération Internationale d'Amis de la Terre et Tropenbos International. Ce programme met l'accent au plaidoyer et lobbying pour donner une voix aux communautés locales afin de renforcer la gouvernance inclusive et durable des paysages forestiers dans lesquels les communautés locales et autochtones

bénéficient d'un accès inclusif et sécurisé aux services éco systémiques y compris la tenure et sécurité foncières.

En effet, le changement climatique constitue l'une des plus grandes menaces du développement humain au 21^{ème} siècle. La déforestation et la dégradation des forêts contribuent de manière importante à ce phénomène de changement climatique. La République démocratique du Congo dispose de 160 millions d'hectares¹ de forêts humides tropicales représentant 10% des forêts mondiales, 50% des forêts de l'Afrique, 60% des forêts du Bassin du Congo et 67%² du territoire national. Ces forêts constituent un capital important d'économie verte et du développement durable. Une partie de ces forêts tropicales constitue le paysage Virunga qui s'étend au Nord-Kivu et aux limites partagées entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda. Malgré cette importante zone forestière, nombreux effets des changements climatiques sont perceptibles et vécus par les populations tant rurales qu'urbaines en RDC. Les résultats de certaines études ont montré qu'à partir de 2008³, la RDC est pays émetteur des Gaz à Effets de Serre (GES) qui augmentent d'une année à une autre, alors qu'avant 2008, la RDC ne faisait qu'absorber et séquestrer les GES.



Les principaux moteurs des GES comprennent le changement d'affectation des sols et des forêts (déforestation et dégradation forestières) et l'agriculture. La RDC qui abrite le deuxième massif forestier du monde après l'Amazonie, a adopté, en novembre 2012, la Stratégie Nationale Cadre REDD+ (Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts) visant à stabiliser le couvert forestier à 63,5 % du territoire national d'ici 2030. Cette stratégie s'aligne sur les accords internationaux de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques visant à

¹ ONU-REDD, 2015, Modélisation de la REDD+ appliquée à la RDC : Analyse intégrée en vue de formulation d'une stratégie nationale à l'horizon de 2035, PNUE, p 17

² Benjamin TORAMBE, 2015, Présentation du CPDN de la RDC à la COP21 à Paris le 08 décembre 2015

³ Id.

favoriser un développement durable et intégré. En septembre 2015, les États membres de l'ONU dont la RDC ont adopté un programme de 17 Objectifs de développement durable pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici 2030. A la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris, la RDC s'est engagée à réduire de 17% ses émissions de GES et à augmenter la superficie des aires protégées de 13 à 17% du pays d'ici 2030. Pour y parvenir, la stratégie nationale REDD+ est structurée autour de 7 piliers d'intervention : énergie durable, forêt, aménagement du territoire, foncier, démographie et gouvernance afin de transformer les moteurs de déforestation en moteurs de développement durable.

L'occupation des terres du paysage Virunga⁴ reste dominée par 52% de conservation de la nature et 45% d'agriculture. L'extension de diverses agglomérations dont certaines ont même été promues en communes et villes réduirait la tenure et la sécurité foncières des communautés riveraines du parc National des Virunga et contrastant à la vocation de conservation de la nature du paysage Virunga. Ce contexte d'insécurité foncière ne garantit donc pas une conservation durable des écosystèmes et de la biodiversité que regorge ce paysage ; et ne rassure pas de contribuer à réduire les émissions de GES de la RDC ni à stabiliser le couvert forestier à 63,5 % du territoire national d'ici 2030.

Espérant à un meilleur aboutissement de la réforme foncière en cours en RDC qui permettra la mise en place d'une nouvelle politique nationale et d'une nouvelle loi foncière nationale dont la terre servira pour nous unir, nous enrichir et nous faire vivre, l'urgence de garantir et sécuriser les droits fonciers et les moyens d'existence des communautés locales et peuples autochtones et la stabilité du couvert forestier préoccupent également la réforme foncière en cours en RDC. Il ne s'agit pas seulement des terres dont les communautés et autochtones revendiquent la propriété, mais aussi des règles et des institutions qu'ils utilisent pour gérer leurs terres. C'est une crise juridique foncière qui résulte d'une dualité des pouvoirs et des règles en matière foncière (régulation coutumière opposée à la régulation des lois écrites). Dans ce contexte, la solution ne serait pas dans la préférence de l'une ou de l'autre régulation, moins encore dans la suppression ou l'oubli de l'autre, mais mieux dans une perspective conciliante de la régulation coutumière avec les lois écrites.

Pour mieux contribuer à alimenter le processus de la réforme foncière en veillant sur la tenure et la sécurité foncières des riverains du parc National des Virunga et la conservation durable de la biodiversité des ressources naturelles du paysage Virunga, CEPED conduit une série d'actions dont une étude de l'extension des agglomérations aux moyens d'existence et à la biodiversité des écosystèmes dans le paysage Virunga en province du Nord-Kivu afin de contribuer à l'élaboration d'une stratégie multi-acteurs de lutte contre l'insécurité foncière des communautés locales. Il s'agit donc d'évaluer comment la croissance démographique et l'extension des agglomérations affectent la tenure et la sécurité foncières des communautés locales et peuples autochtones ainsi que les moyens d'existence et la biodiversité dans le paysage Virunga qui a fait l'objet du présent atelier de partage des données avec les parties prenantes pour enrichissement et synergies d'interventions.

Les présents ateliers qui se sont tenus du 24 au 25 Juin 2019 à Kiwanja territoire de Rutshuru et à Kanyabayonga du 27 au 28 juin 2019 à territoire de Lubero avaient pour objectifs :

- 1) Enrichir les données de l'étude de l'extension des agglomérations sur les moyens d'existence et la biodiversité des écosystèmes ;
- 2) Proposer des perspectives de sécurisation des droits fonciers et des moyens d'existence des communautés locales et peuples autochtones ainsi que des aires protégées ;
- 3) Définir des pistes et stratégies de plaidoyer d'implication et mobilisation plus actives de la société civile et des communautés locales et autochtones dans la réforme foncière en cours.

⁴ Consortium CARPE-CAFEC Virunga, 2014, Plan d'utilisation des terres dans le paysage Virunga, WWF, pp 43-44